

ATTENDU QU'en raison de retard dans l'exécution des travaux il y a lieu de reporter la transmission de ce bilan et la date de fin de cette convention au plus tard le 31 mars 2025;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier certaines conditions et modalités d'octroi de la subvention maximale de 5 000 000 \$ à la Municipalité régionale de comté du Domaine-du-Roy pour l'amélioration et le développement de la Véloroute des Bleuets, en vertu du décret numéro 257-2020 du 25 mars 2020, afin de reporter au plus tard le 31 mars 2025 la transmission du bilan de l'emploi de la subvention et la date de fin de la convention de subvention conclue le 30 mars 2020, le tout conformément à un avenant à cette convention, lequel sera substantiellement conforme au projet d'avenant joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales :

QUE soient modifiées certaines conditions et modalités d'octroi de la subvention maximale de 5 000 000 \$ à la Municipalité régionale de comté du Domaine-du-Roy pour l'amélioration et le développement de la Véloroute des Bleuets, en vertu du décret numéro 257-2020 du 25 mars 2020, afin de reporter au plus tard le 31 mars 2025 la transmission du bilan de l'emploi de la subvention et la date de fin de la convention de subvention conclue le 30 mars 2020, le tout conformément à un avenant à cette convention, lequel sera substantiellement conforme au projet d'avenant joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

79144

Gouvernement du Québec

Décret 257-2023, 15 mars 2023

CONCERNANT une autorisation à la Ville de Stanstead de conclure une entente de subvention avec le gouvernement du Canada dans le cadre du Fonds des infrastructures alimentaires locales

ATTENDU QUE la Ville de Stanstead et le gouvernement du Canada souhaitent conclure une entente de subvention, dans le cadre du Fonds des infrastructures alimentaires locales, pour la réalisation du projet intitulé Projet d'infrastructure au jardin communautaire Sunnyside;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 3.11 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30), sauf dans la mesure expressément prévue par la loi, un organisme municipal ne peut, sans l'autorisation préalable du gouvernement, conclure une entente avec un autre gouvernement au Canada, l'un de ses ministères ou organismes gouvernementaux, ou avec un organisme public fédéral;

ATTENDU QUE la Ville de Stanstead est un organisme municipal au sens de l'article 3.6.2 de cette loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et du ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne :

QUE la Ville de Stanstead soit autorisée à conclure une entente de subvention avec le gouvernement du Canada, dans le cadre du Fonds des infrastructures alimentaires locales, pour la réalisation du projet intitulé Projet d'infrastructure au jardin communautaire Sunnyside, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

79145

Gouvernement du Québec

Décret 258-2023, 15 mars 2023

CONCERNANT une autorisation à la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac de conclure une entente de subvention avec le gouvernement du Canada dans le cadre du Fonds des infrastructures alimentaires locales

ATTENDU QUE la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac et le gouvernement du Canada souhaitent conclure une entente de subvention dans le cadre du Fonds des infrastructures alimentaires locales, pour la réalisation du projet intitulé Ajout d'infrastructures pour consolider la municipalité nourricière de Saint-Joseph-du-Lac;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.11 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30), sauf dans la mesure expressément prévue par la loi, un organisme municipal ne peut, sans l'autorisation préalable du gouvernement, conclure une entente avec un autre gouvernement au Canada, l'un de ses ministères ou organismes gouvernementaux, ou avec un organisme public fédéral;

ATTENDU QUE la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac est un organisme municipal au sens de l'article 3.6.2 de cette loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et du ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne :

QUE la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac soit autorisée à conclure une entente de subvention avec le gouvernement du Canada dans le cadre du Fonds des infrastructures alimentaires locales, pour la réalisation du projet intitulé Ajout d'infrastructures pour consolider la municipalité nourricière de Saint-Joseph-du-Lac, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

79146

Gouvernement du Québec

Décret 259-2023, 15 mars 2023

CONCERNANT une autorisation à la Ville de Sept-Îles de conclure une entente intercommunautaire concernant le prolongement du réseau municipal d'aqueduc avec Innu Takuaiikan Uashat Mak Mani-Utenam

ATTENDU QUE la Ville de Sept-Îles et Innu Takuaiikan Uashat Mak Mani-Utenam souhaitent conclure une entente intercommunautaire concernant le prolongement du réseau municipal d'aqueduc pour alimenter en eau potable le secteur de Place de la Boule et la communauté innue de Maliotenam;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 29.10 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) une municipalité peut conclure, suivant les règles qui lui sont applicables, avec un conseil de bande au sens de la Loi sur les Indiens (L.R.C. 1985, c. I-5), une entente que la loi lui permet de conclure avec une autre municipalité;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.11 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30), sauf dans la mesure expressément prévue par la loi, un organisme municipal ne peut, sans l'autorisation préalable du gouvernement, conclure une entente avec un autre gouvernement au Canada, l'un de ses ministères ou organismes gouvernementaux, ou avec un organisme public fédéral;

ATTENDU QUE la Ville de Sept-Îles est un organisme municipal au sens de l'article 3.6.2 de cette loi;

ATTENDU QU'Innu Takuaiikan Uashat Mak Mani-Utenam est un organisme public fédéral au sens de l'article 3.6.2 de cette loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et du ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne :

QUE la Ville de Sept-Îles soit autorisée à conclure une entente intercommunautaire concernant le prolongement du réseau municipal d'aqueduc avec Innu Takuaiikan Uashat Mak Mani-Utenam, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

79147

Gouvernement du Québec

Décret 260-2023, 15 mars 2023

CONCERNANT une autorisation à la Municipalité d'Alberville de conclure une entente de subvention avec le gouvernement du Canada dans le cadre du Fonds des infrastructures alimentaires locales

ATTENDU QUE la Municipalité d'Alberville et le gouvernement du Canada souhaitent conclure une entente de subvention dans le cadre du Fonds des infrastructures alimentaires locales, pour la réalisation du projet intitulé Serres éducatives 4 saisons dans 3 municipalités matapédiennes;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.11 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30), sauf dans la mesure expressément prévue par la loi, un organisme municipal ne peut, sans l'autorisation préalable du gouvernement, conclure une entente avec un autre gouvernement au Canada, l'un de ses ministères ou organismes gouvernementaux, ou avec un organisme public fédéral;

ATTENDU QUE la Municipalité d'Alberville est un organisme municipal au sens de l'article 3.6.2 de cette loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et du ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne :